

Des transporteurs de plusieurs communes réagissent

Page 24

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Onzième année - N° 3836 - Dimanche 3 avril 2016 - Prix : 10 DA

Algérie-USA

Des Américains intéressés par l'investissement dans la filière lait

Page 2



Les Sablettes et Bab El Oued, lieux touristiques

Fin du relooking d'Alger en 2017

Page 3

Cap sur les élections

Par Mohamed Habili

Pour que quelqu'un, ou quoi que ce soit d'autre, meure, encore faut-il qu'il ait commencé par exister. L'union de toute l'opposition n'ayant jamais été qu'un vague projet, même du temps où sa première conférence, il y a près de deux ans, Mazafran 1, était saluée par beaucoup comme un tournant dans l'histoire du pays, Mazafran 2, qui lui s'est achevé en queue de poisson vendredi dernier, ne peut pas en conséquence être considéré comme sa fin. Ce qui n'a pas encore vu le jour ne peut pas être déjà mort. Voilà qui devrait réjouir tous ceux qui ne voient d'issue pour eux et leurs intérêts bien compris que dans l'unité sans principe en vue de la prochaine présidentielle, qui, toutefois, n'est pas pour demain. D'ici à ce qu'elle se tienne, dans le cas où tout se passe normalement, bien des choses peuvent encore se produire, y compris un Mazafran 3. Mais il est une circonstance qui plus que toute autre est de nature à en favoriser la tenue, et même à la hâter. C'est celle-là même qui a présidé à sa première édition : la maladie du président Bouteflika, dont on a pensé au moment où elle se déclarait qu'elle était de celle dont on ne se relevait pas. Convoquer un troisième Mazafran serait alors quelque chose de facile. Avec la certitude que le succès serait au rendez-vous, d'autant plus si Bouteflika est frappé d'un deuxième AVC.

Suite en page 3

Un accident de la route à Béchar a fait hier 11 morts et 6 blessés

Hécatombe routière, le deuil au quotidien



Un accident de la route grave est survenu hier dans la wilaya de Béchar causant ainsi 11 morts et 6 blessés. Une preuve de plus qui rappelle le phénomène de l'insécurité routière en Algérie. Un fléau qui ne cesse de prendre des proportions alarmantes au point que celui-ci dépasse de loin la norme mondiale. Page 2

Produits alimentaires

Les prix à l'importation poursuivent leur baisse

Page 5

Galerie «Sirius»

Mizo Aït Mekideche expose «Un Con Scient»

Page 13

Un accident de la route à Béchar a fait hier 11 morts et 6 blessés

Hécatombe routière, le deuil au quotidien

■ Un accident de la route grave est survenu hier dans la wilaya de Béchar causant ainsi 11 morts et 6 blessés. Une preuve de plus qui rappelle le phénomène de l'insécurité routière en Algérie. Un fléau qui ne cesse de prendre des proportions alarmantes au point que celui-ci dépasse de loin la norme mondiale.



Par Yacine Djadel

Ces personnes ont trouvé la mort et dont six d'entre elles ont été grièvement blessées dans un accident de la circulation théâtre d'un carnage qui s'est produit précisément sur la route RN-6B, entre la zone rurale de Zousfana et la commune de Taghit (97 km au sud de Béchar) a indiqué le bilan de la direction locale de la Protection civile.

L'accident s'est produit à 55 km au nord de Taghit, suite à une collision entre un véhicule utilitaire qui transportait une famille et se dirigeait vers la wilaya d'El-Bayadh et un camion transportant du cheptel à destination de Taghit, a-t-on précisé. A cet effet, les éléments de l'unité de la PC de Taghit se sont rendus aussitôt sur les lieux pour l'évacuation des morts et des blessés vers les centres de santé de Taghit. A

rappeler que cette nouvelle hécatombe routière, survenue dans le sud du pays et qui n'a pas encore une fois tari de dégâts en matière de vies humaines, n'est que le reflet direct du fléau de l'insécurité routière en Algérie. Avec près de 4 000 morts en 2015, nos routes sont de vrais mouroirs. Selon le bilan donné par le Centre national de prévention et sécurité routière (CNPSR) le constat de l'année 2015 est effrayant. En dix mois, près de 4 000 personnes ont trouvé la mort et plus de 48 000 ont été blessées au niveau national. C'est dire que le taux de mortalité lié principalement aux accidents de la route reste encore un souci d'utilité publique majeure. Par ailleurs, le bilan donné cette année par les services de la Gendarmerie nationale est de quarante personnes qui ont trouvé la mort et 481 autres ont été blessées dans 269 acci-

dents de la circulation survenus au niveau national, rien qu'entre la période du 22 au 28 mars en cours. La wilaya d'Alger arrive en tête avec 17 accidents, précise la même source. La moyenne nationale en matière de mortalité liée aux accidents de la route est donc largement élevée si on la compare à celle de la France, puisque dans l'Hexagone le bilan est moindre, à savoir que ce sont 360 personnes qui ont péri le 13 août 2015 sur les routes françaises en l'espace d'un mois seulement, indique l'Observatoire national interministériel de la sécurité routière française. Ce chiffre est relativement faible comparé au nôtre puisque chez nous ces 360 morts on arrive à les enregistrer en quatre jours en moyenne, comme l'indique le bilan cité ci-dessus. Pour ce qui est des causes majeures de ces hécatombes routières, le facteur

humain reste la principale cause de ces accidents, suivi de l'état des véhicules et des routes, a conclu la même source. Cette même source ajoute cependant, que dix-huit personnes ont été tuées et 32 autres ont été blessées dans plusieurs accidents de la circulation survenus ce week-end à travers différentes wilayas du pays. Bien que des mesures sévères aient été prises pour sanctionner l'incivilité routière par les autorités ainsi que les nombreuses campagnes de sensibilisation aux dangers de la route qui ont augmenté, entre la négligence humaine, surcharges des autoroutes et manque de commodités modernes de ces dernières, les raisons ne manquent pas pour que l'Algérie soit classée parmi les premiers pays dangereux au niveau de la sécurité routière.

Y. D.

Arrestation de 56 contrebandiers dans le Sud du pays
Sept immigrants clandestins marocains interpellés à Tlemcen

CINQUANTE-SIX contrebandiers ont été appréhendés dans le Sud du pays et sept immigrants clandestins de nationalité marocaine arrêtés à Tlemcen dans différentes opérations menées par les forces de l'Armée nationale populaire (ANP), dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, indique samedi un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la lutte contre la contrebande et le crime organisé, quinze contrebandiers ont été appréhendés le 01 avril 2016, à Djanet (4^e Région militaire), un véhicule tout-terrain, une moto, un groupe électrogène et dix détecteurs de métaux ont été saisis», précise la même source. «En coordination entre les éléments de l'ANP et les services des Douanes algériennes, trente-neuf contrebandiers de différentes nationalités africaines ont été appréhendés et dix-neuf détecteurs de métaux, un groupe électrogène ont été saisis à Tamansasset», note le communiqué.

A Tlemcen, «sept immigrants clandestins de nationalité marocaine ont été arrêtés», souligne le communiqué. D'autre part, «des tentatives de contrebande de 1 620 litres de carburants ont été déjouées à El Oued, deux contrebandiers ont été appréhendés et un véhicule tout-terrain saisi», indique également la même source.

K. L.

Skikda
Trois personnes décédées par noyade dans un puits

TROIS PERSONNES ont trouvé la mort, par noyade, dans un puits dans la nuit de vendredi à samedi au village Chebikia dans la commune d'Aïn Charchar, daïra d'Azzaba, dans la wilaya de Skikda, a-t-on appris auprès de la Protection civile.

Les plongeurs de la Protection civile ont repêché les trois victimes, âgées de 23, 28 et 32 ans noyées au fond d'un puits de huit mètres de profondeur, a indiqué la même source, soulignant que le niveau d'eau était à cinq mètres.

Les corps des victimes ont été déposés à la morgue de l'hôpital d'Azzaba, a-t-on encore ajouté. Une enquête a été ouverte par les services compétents pour établir les circonstances précises de ce drame.

H. Y.

Algérie-USA

Des Américains intéressés par l'investissement dans la filière lait

Une délégation d'American International Agricultural Group (AIAG) a séjourné durant le week-end dans la région de Ghardaïa pour une visite de prospection d'opportunités d'investissement et de partenariat dans la filière lait, a appris samedi l'APS auprès de la direction des services agricole (DSA) de Ghardaïa.

Conduite par le président du groupe AIAG, Ted Ayash, cette délégation, qui comprend également une représentante du conseil d'affaires algéro-américain «US-Algeria Business Council» et le P-dg du groupe algérien Tifra-lait, s'est notamment rendue dans la localité de Zelfana (70 km de Ghardaïa) où une superficie de près de 25 000 hectares est réservée à l'investissement agricole intégré, tributaire d'un avis d'exploitation par l'Agence nationale des res-

sources hydriques (ANRH), a indiqué le DSA, Ali Beldjoudi. Les hôtes de la wilaya ont reçu au siège des services agricoles des explications et des informations sur les potentialités et les opportunités offertes par la région de Ghardaïa en matière d'infrastructures de base, de mobilisation des ressources hydriques et d'énergie conventionnelle, ainsi que les différents projets de développement socio-économique concrétisés ou en cours de concrétisation, sans oublier la ressource humaine existante dans la région. Les membres de la délégation ont aussi pris connaissance des différentes mesures d'accompagnement, d'assistance et d'aide que peut fournir l'administration agricole pour la concrétisation de leur projet ambitieux, a-t-il ajouté. Selon M. Beldjoudi, cette délégation compte investir, en partenariat avec le grou-

pe algérien précité, spécialisé dans les produits laitiers, dans la végétation fourragère et l'aliment de bétail, afin de développer la filière lait en important cinq mille vaches laitières. La filière lait connaît un développement «important» depuis son démarrage dans les années 2000 à Ghardaïa, a-t-il souligné, précisant qu'un accroissement substantiel de la production laitière totale de vache depuis 2004, passant de 3,5 à 13 millions de litres en 2015, soit une évolution de près de 400%.

Grâce à ses potentialités naturelles et ses ressources hydriques, notamment dans le sud de la wilaya (El-Menea et Hassi-Lefhal), ainsi que la richesse de son patrimoine culturel, la wilaya de Ghardaïa est devenue une destination de choix pour des investissements prometteurs dans le domaine agricole.

Halim O.

Les Sablettes et Bab El Oued, lieux touristiques

Fin du relooking d'Alger en 2017

■ Tous les projets d'aménagement du littoral des Sablettes et de Bab El Oued dans la wilaya d'Alger seront livrés en 2017. Ces endroits abandonnés revêtiront un autre cachet et deviendront un lieu de détente, de loisirs et même de tourisme d'ici l'année prochaine.

Par Louiza A.R.

Abandonné pendant des années, le sort du littoral algérois commence à prendre des couleurs. Aujourd'hui, et dans le cadre de l'aménagement du littoral algérois, ces endroits abandonnés revêtiront un autre cachet. Meditram a été désignée pour l'exécution du projet des Sablettes en 2012 et une partie des ouvrages a déjà été livrée en 2014 alors que la totalité du projet pour lequel un montant de 19 milliards DA est alloué le sera en novembre 2017, a rappelé le directeur régional Centre de la Méditerranéenne des travaux maritimes (Meditram), Yassine Kharoum. Sur le chantier des Sablettes, les ouvriers qui manipulent de nombreux engins dont des camions et des pelleteuses ainsi que des grues, activent dans un nuage de poussière afin de faire avancer les travaux d'aménagement en installant notamment d'énormes blocs de béton pour combler les 100 derniers mètres de ce qui sera la nouvelle jetée. Cela fait partie des travaux d'aménagement des Sablettes qui est un projet s'étendant de l'embouchure de oued El Harrach jusqu'à la station de dessalement d'eau de mer d'El Hamma sur 4,5 km.

«Le projet est achevé à 60%», a indiqué Nassim Dali, directeur de ces deux projets, en compagnie duquel une visite a été effectuée sur le site des travaux.

Il a expliqué que le projet concerne l'extension en mer sur une largeur de 80 à 100 mètres, comme il comporte des jetées et des épis pour sécuriser le littoral.



Tout le projet «représente de nombreux avantages économiques et sociaux pour la wilaya d'Alger car la jetée sera accessible pour être utilisée dans les transports maritimes dès qu'elle sera livrée l'année prochaine pour que les bateaux puissent accoster».

«On a aussi le projet de réalisation de six restaurants éparpillés sur les 4,5 km, dont deux seront achevés et livrés cet été alors que les autres sont en cours de réalisation, comme on a d'autres ouvrages dédiés à la détente des familles algéroises et des visiteurs, et ce, en extension des infrastructures déjà existantes dans le cadre de l'aménagement du littoral visant à moderniser la ville d'Alger», a-t-il ajouté.

«On est en train de réaliser la deuxième jetée de 750 mètres linéaires qui sera accessible ainsi qu'une digue de 210 mètres pour créer une plage de 2 km sur

le côté ouest», a précisé M. Dali. Ce dernier a ajouté que les critères de protection de l'environnement sont intégrés par le projet. «En ce qui concerne les blocs de quai et les blocs cubiques rainurés qu'on utilise pour la protection des ouvrages maritimes, ils sont fabriqués dans une plateforme à Reghaïa pour ne pas polluer le site si on installe une centrale à béton», a-t-il précisé.

Il y a 3 millions de tonnes de matériaux de carrière, tout-venant et enrochements qui sont utilisés jusqu'à présent pour diverses réalisations, a-t-il ajouté.

«On a réalisé une piste cyclable, une piétonne et plusieurs transversales et une esplanade ainsi qu'une promenade en pavé de 3,5 km et une jetée de 420 mètres et un parking», a résumé Dali.

S'agissant du projet de Bab El Oued, MM. Dali et Kharoum

ont expliqué qu'il représente un coût de 3 milliards DA pour réaliser trois ouvrages maritimes et parvenir à la création de piscines et de baignades naturelles.

«On a aussi un brise-lames de 210 mètres linéaires achevé, l'épi Est de 220 mètres réalisé à 80% (à côté de la piscine Kettani)», ont-ils dit avant de préciser que l'une des piscines est déjà réalisée et les travaux pour les autres sont entamés. Les projets en cours de réalisation concernent aussi la protection du rivage, l'aménagement de ports, les épis et les jetées de protection ainsi que les rempliements des quais. Des travaux de préparation de quais et de digues et ceux de protection des falaises et de création de quais sont aussi en cours dans d'autres régions de la wilaya comme à Ain Taya et Surcouf, Tamentfoust, Raïs Hamidou, Palm Beach et Zéralda.

L. A. R./APS

Le gouvernement d'union nationale rallie des soutiens Vers une issue à la crise en Libye

L issue politique pour une sortie de crise en Libye, en proie au chaos depuis 2011, semble se concrétiser avec l'arrivée du Chef du gouvernement d'union nationale parrainé par l'ONU Faiz Sarraj, à Tripoli, qui n'a pas tardé à rallier des soutiens, dont celui de milices et de villes. Le chef de ce gouvernement formé sous l'égide de l'ONU, Fayez al-Sarraj a reçu de multiples soutiens, malgré la fermeture de certaines routes et des tirs dans la capitale, qui ont fait craindre aux habitants de nouvelles violences. Il est apparu vendredi pour la première fois en public dans une mosquée de la capitale, après avoir débarqué mercredi d'un navire militaire libyen dans la base navale de Tripoli. M. Sarraj est ainsi sorti pour la première fois de la base navale où des personnalités politiques et économiques, dont le gouverneur de la Banque centrale, étaient venues le rencontrer. Des milices de la capitale ont fait allégeance à M. Sarraj, de même que les autorités de dix villes de l'ouest de la Libye. Les municipalités de ces dix villes situées entre Tripoli et la frontière tunisienne, dont Sabratha, Zawiya et Zouara, ont appelé dans un communiqué à «soutenir le gouvernement d'union». M. Sarraj a aussi reçu le soutien des gardes des principales installations pétrolières. «Désormais, les recettes de l'ex-

portation du pétrole par les principales installations (de l'est du pays) iront au nouveau gouvernement», a déclaré un porte-parole des gardes des installations, cité par l'AFP. En outre, quelque 300 Libyens, défiant le déploiement sécuritaire, ont manifesté à Tripoli, aux cris de «Le peuple veut le gouvernement d'union ! Dégage, Ghweil !», référence au Chef du gouvernement non reconnu, Khalifa al-Ghweil. Les soutiens à M. Sarraj semblent s'expliquer par la lassitude des Libyens devant le chaos sécuritaire et économique et par l'espoir que suscite son gouvernement qui a promis, avec l'aide de la communauté internationale, d'unifier le pays, de bâtir une armée forte et d'améliorer l'économie exsangue marquée par une profonde crise de liquidités. De leur côté, le gouvernement et le Parlement non reconnus internationalement installés à Tripoli et liés à la coalition de milices «Fajr Libya», l'ont sommé de partir ou «d'en assumer les conséquences». L'Union européenne (UE) a adopté vendredi des sanctions contre trois responsables libyens en raison de l'hostilité affichée à l'égard du gouvernement d'union nationale. Le Conseil de sécurité de l'ONU a salué à l'unanimité vendredi l'installation à Tripoli du Chef du gouvernement d'union nationale, qui «marque une importante étape vers la stabili-

té du pays et la remise sur les rails du processus politique». Les 15 pays membres du Conseil ont renouvelé dans un communiqué leur appel aux Etats à «cesser de soutenir ou d'avoir des contacts officiels avec les institutions parallèles qui prétendent être l'autorité légitime mais sont en dehors de l'accord politique libyen». Le gouvernement d'union a été mis en place après un accord politique signé fin 2015 sous l'égide de l'ONU, par des députés des deux Parlements rivaux et ce, malgré l'opposition des chefs de ces institutions. Depuis plusieurs mois, deux autorités avec chacune un Parlement et un gouvernement se disputent le pouvoir, installées les unes à Tripoli, les autres à Tobrouk, dans l'est. Pour être officiellement investi, il devait obtenir la confiance du Parlement de Tobrouk. Après plusieurs échecs faute de quorum, l'entrée en fonction du gouvernement a finalement été proclamée le 12 mars sur la base d'un communiqué de soutien publié par une centaine de parlementaires de Tobrouk. Le pays est plongé dans le chaos et les luttes entre milices rivales depuis la chute et la mort en 2011 du président Mouammar Kaddafi, tué à la suite d'une rébellion soutenue par une intervention militaire occidentale.

Fouad F.

LA QUESTION DU JOUR

Cap sur les élections

suite de la page Une

Nulle défection, nulle absence injustifiée ne serait alors à enregistrer ou à déplorer, contrairement à jeudi dernier, où bien des vedettes de la première édition ont manqué à l'appel, sans même d'ailleurs daigner fournir la moindre explication à leur faux bond. Un peu comme si ceux-là voulaient couper les ponts, tourner une page, ou comme s'ils étaient sûrs que Bouteflika est tiré d'affaire, qu'il ne retomberait plus malade. En fait, il semble qu'il n'y ait plus que Jil Jadid et son président qui y croient encore, et qui menacent de boycotter les élections de l'année prochaine. Un parti qui est assuré de faire chou blanc quelle que soit l'échéance a les meilleures raisons du monde de n'y aller à aucune, que la prochaine soit programmée dans quelques mois ou dans plusieurs années. Si les choses en sont là, ce n'est pas parce que l'opposition unie a commis des erreurs, ou qu'elle a manqué d'initiatives ou d'audace depuis juin 2014, c'est, d'une part, parce que cette union n'a jamais existé, sinon sur le papier, et de l'autre, parce que Bouteflika n'est pas retombé malade. L'autocritique que les journaux amis lui prêtent n'y changera rien. Dans peu de temps désormais, ce sont les tractations en vue des élections de l'année prochaine, locales et législatives, qui seront à l'ordre du jour, chaque formation ayant à cœur de tirer son épingle du jeu, de faire du résultat. Il y va de son existence. Ainsien est-il plus particulièrement du parti de Ali Benflis, dont ce serait en quelque sorte le baptême du feu. Des résultats qui seraient les siens à cette occasion, on saurait si c'est un parti de circonstance, créé juste pour porter la candidature de son fondateur à la présidentielle, ou si c'est pour l'implanter durablement dans le paysage qu'il a été conçu. Mais ce que l'on sait par contre, c'est qu'un fiasco électoral, ce n'est pas le meilleur début pour une carrière politique, que ce soit celle d'une personne ou d'un parti. Certes, dans cette hypothèse, il y aura toujours la possibilité de mettre en cause la fraude «massive et généralisée». On peut aussi, en particulier si on est sûr par avance d'être balayé, d'appeler au boycott, comme Jil Jadid. Mais alors, il faut songer à s'y prendre sans trop tarder. Un boycott, ça ne s'improvise pas en effet, ça se prépare, ni plus ni moins qu'une participation.

M. H.

Paramédicaux Les auxiliaires en anesthésie réclament un meilleur classement

LES AUXILIAIRES médicaux en anesthésie et réanimation (AMAR) ont observé une deuxième journée de protestation, jeudi dernier à Béjaïa, suite à l'appel lancé par le Syndicat national autonome des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (Snamar). Cette action a provoqué des désagréments au niveau des hôpitaux de la région, notamment au CHU Khéllil-Amrane où le programme des interventions chirurgicales des journées de mercredi et jeudi a été annulé, comme nous l'a confirmé M^{me} Kechfoud, une des anesthésistes en grève. Au total, une trentaine d'interventions ont été annulées pendant les deux journées, indique notre interlocutrice. De nombreux EPH et EPSP de la wilaya ont dû annuler leur programme lié aux interventions chirurgicales faute d'anesthésistes, selon des échos. Les auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (Amar) réclament plus de considération par la tutelle. Ils exigent leur classement à la catégorie 13 ou 14 comme les Amar qui vont bientôt suivre une formation de deux années, relevant surtout le fait qu'ils ont de nombreuses années d'expérience. «Des infirmiers vont être formés dans les semaines à venir pour une durée de deux années et seront classés à la 13, alors que nous sommes sur le terrain depuis plus de 10 ans et classés à la catégorie 13», explique notre interlocutrice qui qualifie la situation d'*«injuste»*. Et de renchérir : «Le comble dans tout cela c'est que les nouveaux Amar seront encadrés par nous une fois sur le terrain». «Nous sommes marginalisés et privés de notre droit à la promotion dans notre statut particulier», lit-on dans le préavis de grève. Il est utile de noter que le nombre d'anesthésistes dans la wilaya est de 40 environ, dont 15 officient au niveau du CHU Khéllil-Amrane, alors qu'au niveau national il y a environ 7 800 Amar. A noter que le Syndicat national des auxiliaires médicaux en anesthésie et réanimation (Snamar) a prévu une autre journée de protestation ce jeudi.

H. C.

Béjaïa

Un conseil de wilaya exclusivement consacré à la saison estivale

■ La préparation de la saison estivale sera exclusivement abordée par le conseil de wilaya qui sera présidé par le wali cette fin de semaine. «Tous les directeurs de wilaya ont été instruits de préparer leurs rapports détaillés sur les dispositions prises dans le cadre de leur secteur afin d'assurer une saison estivale dans de très bonnes conditions», indique la cellule de communication de la wilaya dans un communiqué de presse.



Par Hocine Cherfa

Un diagnostic devrait être effectué en collaboration avec les présidents d'APC des communes côtières sur la saison précédente afin de connaître les lacunes auxquelles ont été confrontées les APC et les éviter en y apportant les réponses adéquates. Les directeurs de l'exécutif concernés ont été invités par le wali à effectuer des sorties sur le terrain, dès aujourd'hui, en compagnie des présidents d'APC concernés. Deux journées seront consacrées à visiter et inspecter les plages de la wilaya et

une commission a été installée à cet effet. Elle est composée des directeurs du tourisme, Protection civile, urbanisme, santé, hydraulique, travaux publics, forêts, jeunesse et sports, culture et commerce. Elle est présidée par le secrétaire général de la wilaya. Les membres de cette commission vont sillonner toutes les plages allant de Boulimat jusqu'à Béni K'sila aujourd'hui. Demain (lundi) ce sont les plages de la côte Est qui feront l'objet d'une visite d'inspection des membres de la commission qui vont débiter leur périple, à pied, depuis la plage de Tichy jusqu'à Melbou.

La délégation devrait recenser tous les points noirs constatés et décider sur place des solutions à envisager pour l'amélioration des conditions d'accueil des vacanciers. «Le premier responsable de la wilaya a instruit aussi les chefs de daïra de poursuivre l'opération de démolition des constructions illicites qui sont érigées sur le littoral afin de mettre fin à la prolifération accrue des baraquements et entamer dès à présent des opérations de nettoyage des plages», souligne notre source. D'ailleurs, le wali a informé les présidents d'APC qu'un lot de matériels composé de tracteurs, cabines combi-

nées...etc. leur sera distribué très bientôt pour faciliter le nettoyage des plages dans le cadre de la préparation de la saison estivale. «Les directeurs de la culture et de la jeunesse et des sports ont été instruits afin de préparer de riches programmes d'animation pendant cette saison estivale et faire profiter les jeunes et les vacanciers de divertissements. «Les directeurs de l'éducation et de la formation professionnelle ont été invités également à recenser les infrastructures susceptibles d'accueillir des colonies de vacances», indique-t-on encore.

H. C.

Justice

«Le recours à un médiateur doit se faire avant de saisir la justice»

Les médiateurs judiciaires de la wilaya de Béjaïa ont reconduit, lors d'une assemblée générale extraordinaire tenue ces derniers jours au théâtre régional de Béjaïa, M^{me} Mohamed Khimoum, secrétaire général pour un second mandat de trois années, à la tête de ce corps d'auxiliaires de justice instauré, rappelons-le, par le code de procédure civile et administrative entré en vigueur en avril 2009. Dans le cadre de l'application du règlement intérieur adopté en décembre 2015 par l'Association nationale des médiateurs judiciaires (ANMJ), cinq commissions permanentes ont été également installées au cours de cette assemblée. Il s'agit des commissions relatives à la formation, à l'organisation, aux activités culturelles et scientifiques, à l'information et à la discipline. Lors de la réunion, il a été longuement expliqué à l'assistance les prérogatives de chacune de ces commissions dont le rôle est crucial pour la mise en application du plan d'action de la médiation judiciaire dans notre pays. Cependant, «malgré les efforts déployés par la tutelle, il reste encore beaucoup à faire»,

dira en substance M^{me} Khimoum Mohamed, président du bureau des médiateurs judiciaires de la wilaya de Béjaïa. C'est ainsi que le taux de désignation d'un médiateur dans les différentes affaires civiles demeure encore faible. Peut-on dire que la médiation demeure toujours méconnue du public ou est-ce réellement le justiciable qui refuse d'aller vers un arrangement et préfère continuer la procédure judiciaire, s'est interrogé le président du bureau de wilaya. «L'unique solution pour la réussite de la médiation judiciaire en Algérie demeure, cependant, le processus actuel appliqué par le bureau de conciliation de l'inspection du travail dans les conflits sociaux entre employé et employeur», suggère-t-il. En effet, dans ce genre de règlement d'affaires la procédure veut que le citoyen passe d'abord devant cette inspection pour une conciliation avant de saisir un tribunal. «Il faut changer les textes de loi et appliquer cette mesure», propose encore le responsable du bureau de wilaya. Les conclavistes demandent aux ministères de la Justice de dresser un état des lieux de la médiation

dans notre pays et examiner les potentiels à son développement en procédant à la modification des dispositions de l'article 994 de la loi n° 08-09 du 25 février 2008 portant code de procédure civile et administrative. Des dispositions qui stipulent qu'*«en toute matière le juge doit proposer aux parties la médiation à l'exception des affaires sociales et prud'homales»*. Ceci dans le but d'améliorer et de garantir les conditions d'exercice de la mission du médiateur. Une manière de laisser la médiation intervenir alors à la demande du justiciable ou de son défenseur s'il le souhaite. Les conclavistes ont plaidé pour le «dépoussiérage du dossier de la médiation et d'exiger, avant toute action judiciaire, que les parties (demandeur ou défendeur) doivent d'abord recourir à un médiateur dûment agréé par le ministère de la Justice, lequel va tenter un règlement à l'amiable du litige et qu'en cas d'accord un procès-verbal sera délivré et les parties éviteront ainsi un procès long et coûteux puisqu'ils n'auront pas besoin de comparaître en public devant un tribunal».

H. C.

Produits alimentaires

Les prix à l'importation poursuivent leur baisse

■ Les prix moyens des principaux produits alimentaires importés par l'Algérie ont enregistré une forte baisse en janvier dernier par rapport à la même période de l'année 2015, poursuivant le repli constaté depuis déjà plusieurs mois, relève un rapport du ministère du Commerce.

Par Salem K.

En janvier 2016, la valeur des sept principaux produits constituant l'essentiel du groupe alimentaire – représentant plus de 76% des biens alimentaires importés – ont connu une baisse de 39,7% à 315 millions de dollars.

Selon la note d'analyse du ministère, dont l'APS a obtenu une copie, les prix à l'importation des matières premières destinées à l'industrie de transformation ont sans exception reculé.

Dans ce groupe de produits, le prix d'achat du blé tendre a baissé à 204 dollars la tonne (-21%), celui du blé dur, en hausse constante auparavant, a reculé à 401 dollars/t (-14%), le prix de la poudre de lait à 2 594 dollars/t (-17%), du sucre roux à 324 dollars/t (-17%) et du maïs à 401 dollars/t (-16%). Les prix de cinq variétés d'huiles brutes, figurant

dans la même catégorie de produits, ont également diminué : l'huile brute pour l'industrie à 554 dollars/t (-35%), l'huile de coco à 1 249 dollars/t (-34%), l'huile de palme à 558 dollars/t (-29%) et l'huile de soja à 719 dollars/t (-12%).

Les prix à l'importation des produits de large consommation ont connu des baisses oscillant entre 7 et 39% montre cette analyse des prix. Les prix des cafés torréfiés a diminué à 14 105 dollars/t soit une baisse de 39%, du triple concentré de tomate à 928 dollars/t (-26%), du sucre blanc à 476 dollars/t (-16%) et celui du lait infantile à 6 606 dollars/t (-9%).

Cependant, les prix moyens du double concentré de tomate et des pâtes alimentaires ont enregistré des hausses respectives de 7% et 40% à 1 346 et 2 094 dollars/t.

La tendance des prix moyens à l'importation des légumes secs

et frais était mitigée : une baisse de 37% et de 22% pour les haricots secs (951 dollars/t) et les pois secs (587 dollars/t) et une hausse de 43% et de 12% pour l'ail (1 589 dollars/t) et les lentilles (1 032 dollars/t) respectivement. Les prix des pommes et bananes ont augmenté de 14% et de 1% respectivement à 772 dollars/t et 743 dollars/t.

Côté viandes, la baisse a concerné toutes les variétés de ce produit. Les prix d'achat des viandes bovines réfrigérées ont reculé de 28% à 3 582 dollars/t, des viandes congelées de 15% à 3 102 dollars/t, des crustacés congelés de 33% à 4 151 dollars/t et des poissons congelés de 16% à 1 365 dollars/t.

L'analyse des prix élaborée par le ministère du Commerce aborde également les prix à l'importation du ciment. Les prix des produits de ciment ont enregistré des baisses sensibles allant de 12% à 92%.



PH. > D. R.

Plus de 32 millions de dollars d'importations de fruits frais et secs en un mois

La facture d'importations de fruits a augmenté de 10% à plus de 32,7 millions de dollars au mois de janvier comparativement au même mois de l'année 2015. Les importations de fruits frais, constituées de pommes et

de bananes, se sont chiffrées à près de 24,2 millions de dollars dont plus de 18,4 millions de dollars de bananes.

Quant à la facture des principaux fruits secs, elle s'est établie à plus de 8,4 millions de dollars : 6,4 millions de dollars d'arachides, 1,2 million de dollars de raisins secs, 382 083 dollars d'abricots secs, 237 500 dollars d'amandes et 139 913 dollars de pruneaux secs.

En ce qui concerne les importations de légumes, l'Algérie a importé pour 30 millions de dollars de ces produits en janvier 2016 contre 37 millions de dollars en janvier 2015.

Les importations d'ail ont coûté près de 3 millions de dollars en ce mois contre près de 2 millions de dollars dans la même période du même mois de comparaison.

Les importations de lentilles se sont chiffrées à plus de 10 millions de dollars (+58%), celles des haricots secs à plus de 9 millions de dollars (-44%), celles de pois chiches à 6 millions de dollars (-36%) et celles des pois secs à 73.384 dollars (-89%).

S. K./APS

Production pétrolière en Arabie saoudite

Promesse de gel, à condition que l'Iran fasse de même

L'Arabie saoudite gèlera le niveau de sa production de brut à condition que les grands producteurs, dont l'Iran, fassent de même, a affirmé vendredi Mohammed Ben Salmane, vice-prince héritier du royaume.

«Si tous les pays sont d'accord pour geler la production, nous sommes prêts», a affirmé Mohammed Ben Salmane, précisant dans une entrevue accordée à Bloomberg News, ajoutant, toutefois, que «si quelqu'un décidait d'augmenter sa production, nous ne rejeterons alors aucune opportunité qui se présente».

Ces déclarations interviennent deux semaines avant une réunion à Doha, le 17 avril, des pays producteurs de brut – membres ou non de l'Organisation des

pays exportateurs de pétrole (Opep) – pour tenter de stabiliser la production et soutenir les prix du brut plombés par une surabondance de l'offre.

Les prix mondiaux de pétrole ont plongé depuis juin 2014, quand le baril se négociait à 100 dollars, en raison d'une offre excessive que ne parviennent plus à absorber des économies mondiales en plein ralentissement.

L'Iran qui s'est dit «prêt à participer» à la rencontre, a, cependant, demandé à être exempté de cette mesure de gel de la production, au moment où il fait son retour sur le marché mondial à la suite de la levée des sanctions liées à son programme nucléaire, selon le ministre russe de l'Energie, Alexander Nivak. Le prince Mohammed a,

en outre, affirmé que l'Iran devait geler sa production «sans aucun doute».

«Si tous les pays, dont l'Iran, la Russie, le Venezuela, les pays de l'Opep et les principaux producteurs décident de geler la production, nous serons parmi eux», a-t-il assuré.

L'Arabie saoudite, le Qatar, le Venezuela et la Russie avaient déjà annoncé, en février, un accord pour ne plus augmenter leur production, évoquant un gel de celle-ci à ses niveaux de janvier, mais des doutes sont apparus sur la possibilité d'aller plus loin.

Anis Y.

Mogherini au sujet de l'accord d'association Algérie-UE

La révision vise à «évaluer l'incidence» économique et commerciale

La révision de l'accord d'association entre l'Algérie et l'Union européenne (UE), entré en vigueur il y a dix ans, vise à «évaluer l'incidence» économique et commerciale de cet accord, aussi bien en Algérie que dans l'espace communautaire, a affirmé la Haute représentante de l'UE aux Affaires étrangères et la Politique de sécurité, Federica Mogherini.

«Les objectifs de l'évaluation doivent encore être définis par les deux parties mais il s'agirait d'évaluer l'incidence de l'accord aussi bien dans l'UE qu'en Algérie, notamment d'un point de vue économique et commercial», a-t-elle écrit dans sa réponse, publiée jeudi soir, à une question de l'eurodéputé française, Tokia Saïfi, sur les objectifs poursuivis par l'Algérie et l'UE dans la révision de l'accord d'association.

Selon la chef de la diplomatie européenne, «il pourrait être pertinent, aux fins de cette évaluation, de mener des études préalables concernant l'accord d'association et son incidence».

«Des études techniques complémentaires pourraient être réalisées conformément aux termes de référence définis par les deux parties dans le cadre de cet exercice», a-t-elle encore précisé.

La demande de l'Algérie, a-t-elle poursuivi, vise à mener une évaluation commune de l'accord, dix ans après son entrée en vigueur, soulignant que l'Algérie et l'UE «définiront les modalités et les objectifs de l'exercice commun d'évaluation».

L'Algérie a saisi, il y a quelques mois, la Haute représentante de l'UE pour demander officiellement l'ouverture de discussions sur une évaluation conjointe

objective de la mise en œuvre de l'accord d'association.

La demande adressée par l'Algérie à la chef de la diplomatie européenne a été accompagnée d'un argumentaire réalisé par un groupe de travail interministériel expliquant la requête algérienne et ses motivations.

La visite de la chef de la diplomatie européenne en Algérie, en septembre dernier, a été mise à profit par les responsables algériens pour expliquer et sensibiliser la partie européenne sur l'opportunité et le bien-fondé de cette évaluation commune et sur la légitimité de la position algérienne.

L'ambassadeur de l'UE à Alger, Marek Skolil, a marqué, il y a quelques jours, la disponibilité de l'Union à discuter des propositions de l'Algérie dans le cadre du «processus de réévaluation

conjointe de fonctionnement de l'accord d'association».

Après une première réunion tenue en décembre à Bruxelles, les deux parties se sont données rendez-vous à Alger en mai, alors qu'un troisième round de négociations est programmé au cours du deuxième semestre de l'année 2016.

Dix ans après l'entrée en vigueur de ce nouveau cadre de coopération qui a instauré un dialogue ouvert et une collaboration globale incluant les dimensions politiques, sécuritaires, économiques, commerciales, financières, culturelles et humaines, l'Accord d'association n'a pas pour autant permis d'atteindre les résultats escomptés par la partie algérienne.

Depuis la conclusion de cet accord, la position commerciale de l'UE n'a eu de cesse de se

renforcer au détriment de l'économie nationale. En 2010, cette situation a amené le gouvernement algérien à procéder au gel unilatéral des concessions tarifaires accordées à l'UE en vertu de l'Accord d'association. Après huit rounds de laborieuses négociations, un compromis sur le report de la zone de libre-échange, prévue en 2017, à 2020 a été trouvé. Selon une étude réalisée par l'Agence nationale de promotion du commerce extérieur (Algex) sur l'impact de l'accord d'association, les exportations algériennes hors hydrocarbures vers l'UE se sont établies à seulement 12,3 milliards de dollars durant la période allant de 2005 à 2014, contre 195 milliards de dollars d'importations algériennes auprès de cette zone.

Lamine Y.

Témoignage d'une histoire et d'une culture à préserver

Le vieux ksar de Ouargla, symbole d'un patrimoine en perdition

■ Offrant dès la première vue des caractéristiques architecturales ingénieuses, le vieux ksar de Ouargla se dresse encore comme le témoin d'une histoire et d'une culture anciennes, et l'un des plus beaux ksour sahariens édifiés depuis plus de six siècles.

Par Safia T.

Il fait partie d'une chaîne de ksour disséminés à travers le Grand Sud du pays et de pays limitrophes, à l'instar de ceux de Tamentit dans le Touat (Adrar), Béni-Abbes (Béchar), et ceux de Ghadamès (Libye), présentant des similitudes archéologiques encore visibles, en dépit de multiples aléas et facteurs de dégradation et de disparition.

Occupant une trentaine d'hectares et entouré de palmeraies, dont une partie occupe le lit de Oued-Mya, ce ksar présente une grande ingéniosité dans sa conception, bien qu'ancestrale, inspirés par divers facteurs naturels et socio-culturels.

Il est entouré d'un rempart de 12 mètres de haut et s'ouvre sur l'extérieur à travers sept portes, encore existantes, à savoir Bab Azzi, Bab-Soltane, Bab-Ahmid, Bab El-Boustane, Bab-Rabaâ et Bab-Er-Rabie, où convergent les nombreuses venelles issues de ses trois principaux quartiers : Béni-Brahim, Béni-Sissine et Béni-Ouaguine.

Le ksar encore habité de nos jours par une population parlant, outre l'arabe, la variante amazighe ouarglie, taguergrant, renferme également 18 lieux de culte, dont la grande mosquée malékite et la mosquée El-Azzaba connue sous le nom de Lalla-Azza, en plus de 12 zaouïas servant de lieux d'organisation de fêtes et autres actions sociales.

Le ksar de Ouargla classé patrimoine national et secteur sauvegardé

Classé le 5 mars 1996 comme patrimoine national, le ksar de Ouargla a été aussi inscrit en 2008 comme secteur sauvegardé, eu égard à sa valeur historique et culturelle, reflétant l'authenticité de sa population, a-t-on indiqué à la direction de la culture de la wilaya de Ouargla.

Les autorités locales ont entamé depuis, en coordination avec les associations actives, une série d'opérations d'aménagement et d'examen des moyens et mécanismes de préservation de ce legs par l'implication également d'architectes, l'organisation de conférences et rencontres sur les voies et moyens de sa restauration et de la sauvegarde de ses bâtisses.

Il est relevé, dans ce cadre, le lancement d'actions d'aménagement et de restauration du site, dont la dernière en date (2012) dotée d'une enveloppe de 2 millions DA et destinée au nettoyage et ramassage des débris et détritus résultant d'effondrements de bâtisses.



Ph. > D. R.

Selon la direction de la culture, d'autres financements totalisant 6,2 millions DA ont été consentis entre 2007 et 2009 pour la réalisation d'autres actions de restauration de la place publique, des portes et de la façade extérieure du ksar, en utilisant des matériaux locaux, en plus de la réhabilitation de la place des martyrs.

Des opérations de rénovation des réseaux d'assainissement des eaux usées, de l'alimentation en eau potable et d'extension de l'éclairage public, ont également été réalisées par les services de la commune et de la wilaya de Ouargla.

Les interventions personnelles improvisées, une menace pour le ksar

Le vieux ksar reste, en dépit des multiples actions de préservation, qui demeurent «insuffisantes», confronté à un type de menace, outre les aléas du temps et de la nature, à savoir l'intervention effrénée et non étudiée de l'homme sur ses composantes, ont estimé les responsables de la sauvegarde du patrimoine à la direction de la culture.

Il a été relevé un phénomène de dégradation de son corps à travers des transformations apportées par certains et touchant différentes structures du ksar, entraînant une destruction structurelle et frontale du site, ajoutée à un rétrécissement continu de sa superficie initiale.

Regroupant une population de plus de 10 000 âmes occupant quelque 2 300 bâtisses, le ksar de Ouargla a subi une série d'interventions personnelles de

réparation des toitures, de ravalement des façades, en plus du colmatage des fissurations, altérant ainsi partiellement le cachet architectural initial du ksar et rendant ce dernier vulnérable aux divers facteurs de démolition.

Certains habitants se débrouillent seuls, et à leur manière, sans respecter les normes traditionnelles, dans la restauration partielle de leurs bâtisses, en recourant même à l'utilisation du béton ou encore par des rénovations totales (à 100%), après démolition complète, pour l'adapter aux constructions modernes, et ce, en oubliant, voire sans se soucier, du fait que ce genre d'agissements se fait au détriment de leur richesse historique et porte atteinte à un patrimoine séculaire, a-t-on expliqué.

Des archéologues estiment que les moyens appropriés susceptibles de protéger ce secteur sauvegardé, notamment les ksour de Ouargla et Témachine, demeurent tributaires de l'élaboration rapide d'un Plan permanent de sauvegarde et de mise en valeur des secteurs sauvegardés, a indiqué à l'APS Siagh Chafia, chargée du patrimoine à la direction de la culture de la wilaya de Ouargla.

Selon M^{me} Siagh, cette opération, qui devait être lancée en 2014, a accusé un grand retard, en dépit de la promulgation du texte réglementaire le 28 mars 2011, en raison de la faiblesse de l'autorisation du programme qui lui a été allouée et qui nécessite une réévaluation.

L'opération prévoit l'élaboration d'une stratégie globale pour la préservation et la restauration de ces biens culturels de l'ancienne ville de Ouargla, témoi-

gnant de la longue histoire de la région, de l'authenticité des us et coutumes de sa population, et leur intégration au titre des actions de développement socio-culturelles, économiques et touristiques de la région, a-t-elle ajouté.

Elle permettra aussi de lutter contre les interventions personnelles et d'autres parties, en vue de contribuer à la protection de la valeur culturelle de ce patrimoine matériel, poursuit-elle.

Lutter contre la dégradation de ce legs par l'implication du citoyen

Les actions de sauvegarde de ces sites, témoins du passage

de plusieurs civilisations dans la région, ne devraient pas laisser indifférents la population locale, ont estimé les responsables du secteur de la culture, tout en insistant sur la sensibilisation quant à la nécessaire implication du citoyen dans la sauvegarde et la valorisation des ksour et sites patrimoniaux.

Abdelwahab Sahraoui, membre de l'association du vieux ksar pour la culture et la réforme, une des associations actives dans le domaine de la préservation des sites archéologiques, a abondé dans le sens de la sensibilisation du citoyen, en rappelant qu'un article de la convention signée dernièrement avec l'Union européenne, portant restauration et réhabilitation du ksar de Ouargla, stipule l'intensification des campagnes de sensibilisation pour mettre en valeur et restaurer ce ksar avec des matériaux de construction locaux.

Numériser le patrimoine matériel et le léguer aux futures générations

M. Sahraoui a suggéré, à ce titre, la numérisation du patrimoine matériel à travers le Grand Sud, dont les ksour sahariens et la création d'une Banque de données, comme moyens de préservation du patrimoine en vue de le léguer aux futures générations, avant d'appeler à hisser ce patrimoine du niveau local à l'échelle internationale, à travers la création de sites électroniques valorisant le patrimoine culturel de chaque région du Sud du pays.

S. T./APS

Blida

De nouvelles Actel pour Algérie-Télécom

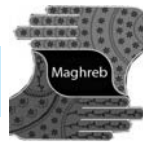
L'ENTREPRISE Algérie -Télécom de Blida a ouvert de nouvelles agences commerciales des télécommunications (ACTEL), destinées à atténuer la pression sur les structures déjà existantes, a indiqué jeudi la chargée de l'information.

M^{me} Babouche Hannane a fait part de l'ouverture d'une nouvelle Actel à Mouzaia, à l'ouest de Blida, dans l'attente de l'ouverture prochaine d'une structure similaire dans la commune de Blida. Cette nouvelle agence commerciale de Blida, destinée à 30 000 abonnés, «ouvrira ses portes en juin prochain», en vue d'atténuer la pression sur l'agence El Wouroud du centre-ville, ce qui portera le nombre d'Actel dans la wilaya à huit unités, a-t-elle ajouté. «L'entreprise Algérie -Télécom de Blida prévoit, également, une autre agence similaire à Bouinane, (à l'est), dans le sillage de sa stratégie de la réalisation, à court terme (2017), d'une Actel dans chaque daïra, et à long terme (2020) une Actel pour chaque commune», a assuré la responsable.

Par ailleurs, M^{me} Babouche a fait part de l'installation, au titre du plan de développement du réseau téléphonique de la wilaya, de la technologie de nœud d'accès multiservices (MSAN) au niveau des cités Kritli (Beni Merad) et Hachem d'El Affroune, devant profiter à respectivement 250 et 128 abonnés.

L'entreprise Algérie-Télécom de Blida compte, actuellement, 90 000 abonnés, dont 70 000 bénéficient de l'Internet.

Yanis H.



Gouvernement libyen

Le Conseil de sécurité salue l'arrivée du Conseil présidentiel à Tripoli

■ Faïez Sarraj, Premier ministre du Conseil présidentiel, et les autres membres de son gouvernement sont arrivés dans la capitale libyenne par bateau depuis Tunis. Dans un communiqué rendu public tard dans la soirée du vendredi, le Conseil de sécurité a estimé qu'il s'agissait là d'«un pas important vers le retour de la stabilité et de la reprise du processus politique».

Le Conseil de sécurité de l'ONU a salué l'arrivée à Tripoli des membres du Conseil présidentiel du gouvernement libyen de l'Union nationale reconnu par la communauté internationale.

Faïez Sarraj, Premier ministre du Conseil présidentiel, et les autres membres de son gouvernement sont arrivés dans la capitale libyenne par bateau depuis Tunis.

Dans un communiqué rendu public tard dans la soirée du vendredi, le Conseil de sécurité a estimé qu'il s'agissait là d'«un pas important vers le retour de la stabilité et de la reprise du processus politique».

Les membres du Conseil «encouragent le président du Conseil présidentiel à commencer immédiatement à travailler à Tripoli à l'élargissement de sa base, à gérer les défis politiques, sécuritaires, humanitaires, économiques et institutionnels, à faire face à la menace croissante du terrorisme et réitèrent leur appel à toutes les parties en Libye à soutenir les efforts menés en ce sens». Depuis la chute du régime de Kaddafi en 2011, la Libye est plongée dans



Ph: DR

une crise politique avec deux gouvernements et Parlements rivaux. Le Conseil présidentiel a été créé en vertu d'un accord

conclu sous les auspices de l'ONU par les différentes parties libyennes le 17 décembre 2015.

Le SG de l'UMA se félicite également

Le secrétariat général de l'Union du Maghreb arabe (UMA) s'est félicité, vendredi, de l'arrivée à Tripoli du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale.

Dans un communiqué, le SG de l'UMA s'est félicité «de l'arrivée à Tripoli du Conseil présidentiel du gouvernement libyen d'union nationale pour prendre ses fonctions», conformément à l'accord conclu sous les auspices de l'ONU.

Le SG de l'UMA qui s'est félicité également, selon la même source, «de cette avancée qui constitue un jalon important pour le

processus politique en Libye», a affirmé sa disponibilité à «soutenir ce gouvernement d'union nationale». Il a appelé, à cette occasion, toutes les parties libyennes à «soutenir» ce gouvernement pour qu'il accomplisse ces missions dans les meilleures conditions en faveur du rétablissement de la sécurité et de la stabilité dans ce pays et lui permettre de relever les défis du terrorisme et réaliser les aspirations du peuple libyen à la liberté, à la démocratie et à une vie digne.

Le SG de l'UMA a estimé que le soutien au gouvernement d'union nationale permettra à la Libye qui assure la présidence tour-

nante de l'UMA, de «poursuivre ses efforts en faveur de l'action maghrébine commune au mieux des aspirations des peuples de la région à l'édification d'un espace maghrébin intégré où règnent sécurité, stabilité et progrès».

Le Chef du gouvernement libyen d'union nationale, Fayez Al-Sarraj, accompagné par plusieurs membres du Conseil présidentiel, est arrivé mercredi à Tripoli.

Le gouvernement libyen d'union nationale a été mis en place conformément aux dispositions de l'accord signé en décembre 2015 sous les auspices de l'ONU. (APS)

Espagne/Associations

«Nous n'abandonnerons pas les prisonniers politiques sahraouis...»

Des dizaines de personnes membres d'associations espagnoles de soutien au peuple sahraoui se sont regroupées pacifiquement vendredi devant le siège du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération à Madrid pour «réitérer leur soutien aux prisonniers sahraouis injustement et illégalement emprisonnés au Maroc», a-t-on constaté sur place.

Les amis du peuple sahraoui observent eux aussi depuis déjà quelques jours à travers tout le territoire espagnol «une grève de la faim symbolique» en solidarité avec les prisonniers sahraouis qui ont entamé, depuis le premier mars dernier, une grève de la faim pour protester contre «leur condamnation injuste et illégale par un tribunal militaire marocain à des peines d'emprisonnement allant de 20 ans à la perpétuité», a indiqué à l'APS le coordinateur des Associations espagnoles de solidarité avec le peuple sahraoui, José Taboada.

«On ne peut pas laisser ces prisonniers sahraouis livrés à eux-mêmes», a affirmé José Taboada qui ajoute que «nous restons mobilisés jusqu'à ce que le dernier prisonnier soit libéré» et pour ce faire, a-t-il précisé, «nous coordonnons toutes nos actions de soutien et de solidarité tant sur le plan national qu'international en collaboration avec les différentes organisations non gouvernementales (ONG) telles qu'Amnesty international».

M. Taboada demande également aux partis politiques et au futur gouvernement espagnol d'intervenir pour accélérer la libération de ces militants sahraouis détenus depuis plus de cinq ans, l'Espagne, dit-il, étant actuellement membre du Conseil de sécurité de l'ONU.

La coordination des associations espagnoles de soutien au peuple sahraoui avait, dans un communiqué publié récemment, exigé la libération immédiate de tous les

prisonniers politiques sahraouis tout en attirant l'attention de l'Organisation des Nations unies et son Secrétaire général sur la détention de ces prisonniers et sur les «651 autres Sahraouis portés disparus».

Cette coordination avait aussi condamné «tous les procès judiciaires et politiques» tenus contre le peuple sahraoui par les autorités d'occupation marocaines et avait aussi dénoncé «toutes les manœuvres et obstacles mis en place par l'Etat marocain pour entraver les efforts des Nations unies visant à parvenir à l'organisation d'un référendum d'autodétermination qui permet au peuple sahraoui de décider de son avenir».

Elle avait également demandé «la prorogation du mandat de la Minurso afin qu'elle puisse protéger et promouvoir les droits fondamentaux du peuple sahraoui», rappelle-t-on.

Mondji T.

Tunisie Nouvel allègement du couvre-feu dans la ville de Ben Guerdane

LES AUTORITÉS tunisiennes ont de nouveau allégé vendredi le couvre-feu dans la ville de Ben Guerdane, près de la frontière avec la Libye, sans toutefois être levé, a annoncé le ministère de l'Intérieur. Valable depuis dix jours de 22h00 (21h00 GMT) à 05h00 (04h00 GMT) du matin, il sera désormais en vigueur à partir de minuit (23h00 GMT) «à la faveur de l'amélioration de la situation sécuritaire», a indiqué ce ministère dans un communiqué.

Le couvre-feu avait initialement été décrété dès 19h00 (18h00 GMT), le 7 mars, en réaction à des attaques menées à l'aube par des dizaines de terroristes lourdement armés contre des bâtiments des services de sécurité de cette localité d'environ 60 000 habitants. Treize membres des forces de l'ordre et sept civils ont péri tandis que, selon un bilan officiel, 55 «terroristes» ont été tués dans le cadre de la riposte sécuritaire à ces attaques. Des opérations de ratissage ont encore eu lieu ces derniers jours. R. M.

Les 14 et 15 avril à Carthage Deuxième Fête internationale de la mode de Tunis

LA DEUXIÈME édition de la Fête internationale de la mode de Tunis se tiendra les 14 et 15 avril 2016 à l'accroplium de Carthage.

La première soirée sera consacrée au concours des jeunes créateurs placé sous le thème «Tapis rouge».

Le jury devra départager les trois meilleurs parmi les jeunes créateurs en compétition.

Le Libanais Johnny Fadlallah, organisateur de la semaine de la mode à Beyrouth et Dubaï, présidera le jury qui sera composé de personnalités connues dans le domaine de la mode, des arts et du spectacle à savoir Claude Naim, Imen Fantar, Ali Karoui, Asma El Askri, Foued Mhirs, Roseline Marie Chambrier et Fatma Ben Abdallah, annonce l'agence TAP.

Plusieurs invités de marque seront présents lors de cette édition 2016 présidée par Naziha Nemri, tels que Eric Linczowsky, Mirella Vitale, Raffaele Paladino, Salhi Bilel et Muro Nocera, entre autres. Lors de la seconde soirée, sept créateurs confirmés internationaux présenteront leurs dernières créations. De Tunisie seront présents Nabila Jelassi, Mouna Dhib, Hanny Collection et Sana Akari. Rezgui Nibel d'Algérie, Hind Bel Mahjoub du Maroc et Abboud du Liban seront également présents.

Anis Y.

Corée du Nord

Pyongyang teste un nouveau système anti-aérien

■ Le leader de la Corée du Nord, Kim Jong-Un, a supervisé un test réussi d'un nouveau système anti-aérien, a annoncé hier l'agence de presse officielle nord-coréenne KCNA.

Par Ali O.

Il s'agit du dernier en date d'une série de tests de missiles effectués dernièrement par Pyongyang alors que la tension est forte dans la péninsule divisée. Il a été annoncé alors que se tenait à Washington un sommet sur la sécurité nucléaire au cours duquel la question de la capacité nucléaire militaire nord-coréenne a été discutée.

M. Kim «a dirigé le test d'un système anti-aérien guidé d'un nouveau type», et «sous son observation, des fusées anti-aériennes ont été tirées et ont frappé avec précision de fausses cibles aériennes ennemies», a rapporté KCNA.

Le numéro un nord-coréen «a exprimé sa grande satisfaction de ce test couronné de succès», qui est, selon lui, une nouvelle démonstration frappante de la croissance rapide de la capacité de défense du pays, a indiqué l'agence officielle.

A Séoul, le ministère sud-coréen de la Défense a déclaré que la Corée du Nord avait tiré un missile anti-aérien vendredi depuis la ville de Sondok, dans l'est. Depuis un mois, M. Kim a supervisé plusieurs exercices militaires, dont des tests de missiles balistiques de moyenne portée, d'un système lance-roquettes multiple et de l'artillerie à longue portée, en réponse à des manœuvres militaires conjointes menées comme chaque année dans la péninsule par la Corée du Sud et les États-Unis, allié de Séoul.

La nouvelle annonce de KCNA est intervenue alors que se déroulait à Washington un sommet de deux jours sur la sécurité nucléaire lors duquel la Corée du Nord a été le principal sujet des discussions entre le président des États-Unis Barack Obama et les dirigeants de la Chine, de la Corée du Sud et du Japon. M. Obama a souligné jeudi dans le cadre de ce som-



met la nécessité d'*appliquer avec vigilance les fortes mesures de sécurité de l'ONU* adoptées à l'encontre de la Corée du Nord après son quatrième essai nucléaire en janvier, suivi d'un lancement de fusée considéré par les Occidentaux comme un test déguisé de missile militaire.

Ces activités constituent des violations de plusieurs résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU.

Le quatrième tir nucléaire nord-coréen a suscité l'adoption le 2 mars par le Conseil de sécurité d'une nouvelle série de sanctions d'une ampleur sans précé-

dent. Les médias officiels de Pyongyang ont qualifié les critiques émises lors du sommet de Washington de tentative «insensée» pour contester à la Corée du Nord son «accès légitime aux armes nucléaires».

A. O.



Points chauds

Remontrances

Par Fouzia Mahmoudi

Si Obama n'a évidemment pas caché sa préférence, concernant la prochaine élection présidentielle, pour la candidate démocrate Hillary Clinton, il a préféré jusque-là rester discret sur la question et laisser le peuple américain faire ses choix seul, sans trop insister sur ce qu'il considèrerait être le «bon choix». Mais la popularité surprenante de Donald Trump, le candidat républicain qui a toutes les chances de se voir investi par le parti conservateur pour la prochaine présidentielle, a, semble-t-il, changé la donne pour Obama. En effet, ce dernier après avoir sermonné la presse qui selon lui donnait trop de temps d'antenne à Trump a décidé de s'attaquer au candidat lui-même. Le président démocrate s'en est ainsi durement pris cette semaine au milliardaire, dénonçant ses positions sur le nucléaire et suggérant qu'il ne «connaissait pas grand-chose» à la politique étrangère. Le président américain était interrogé lors d'une conférence de presse après un sommet sur la sûreté nucléaire, au sujet de récentes déclarations de Trump qui a dit qu'il était peut-être temps que le Japon et la Corée du Sud se défendent seuls et se dotent de l'arme nucléaire. «Les déclarations auxquelles vous faites référence, que nous disent-elles ? Elles nous disent que la personne qui les a prononcées ne connaît pas grand-chose à la politique étrangère ou à la politique nucléaire ou à la péninsule coréenne ou au monde en général», a affirmé le président Obama sans toutefois prononcer le nom de Trump. Il a également souligné que les récentes déclarations de l'homme d'affaires avaient été évoquées en marge du sommet par des dirigeants étrangers, et rappelé que les «gens s'intéressent à l'élection américaine». «Notre alliance avec le Japon et la Corée du Sud est au cœur de notre politique» de défense et un «élément central de notre politique en Asie», a précisé Obama. «Vous ne jouez pas avec ça», a-t-il dit, ajoutant que «nous ne voulons pas quelqu'un dans le bureau ovale qui ne reconnaît pas l'importance de la stratégie des États-Unis» en Asie mise en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. Reste à savoir si la stratégie de Obama, de contester le programme de Trump, aura un impact sur son électoral qui justement aime plus que tout les discours extrêmes et non balisés du candidat milliardaire. Après tout, ils ont décidé de ne supporter aucun des candidats «sérieux» et politiques de carrière à l'instar de Jeb Bush qui a trente ans d'expérience, pour voter pour le candidat le plus excentrique et le plus en dehors du système politique. Alors que la remontrance d'Obama, qui est abhorré parmi les républicains et encore plus parmi les plus conservateurs, soit utile ou productive. Au contraire, son évidente opposition à Trump pourrait bien booster sa popularité chez les républicains encore réticents à s'engager pour tel ou tel candidat.

F. M.

Attentats de Paris

Abdeslam «a volontairement refusé de se faire sauter»

Salah Abdeslam «a volontairement refusé de se faire sauter» lors de la vague d'attentats du 13 novembre 2015 à Paris et Saint-Denis, a affirmé vendredi soir son frère Mohamed Abdeslam sur BFMTV. «Si j'avais voulu, il y aurait eu plus de victimes. Heureusement, je n'ai pas été jusqu'au bout», lui aurait déclaré Salah Abdeslam, qu'il a rencontré pendant une heure vendredi à la prison de Bruges, dans le nord-ouest de la Belgique.

Selon Mohamed Abdeslam, son frère, interpellé le 18 mars à Bruxelles et sur le point d'être transféré en France, «il veut collaborer car il a des comptes à rendre mais pas à la Belgique».

Salah Abdeslam aurait nié toute implication dans les attaques du 22 mars à Bruxelles dont il est au courant «car il a la télé dans sa cellule».

Il avait été capturé quatre jours avant ces attentats dans le métro et à l'aéroport de Bruxelles-Zaventem, qui ont fait 32 morts au total.

Selon des extraits de PV d'audition en Belgique, qui avaient été cités par *Le Monde* et BFMTV le 25 mars, Salah Abdeslam a minimisé son rôle dans les attentats de Paris.

Le soir du 13 novembre, le dixième homme – et seul survi-

vant – des commandos jihadistes qui ont frappé Paris et Saint-Denis a raconté qu'il devait se rendre au Stade de France, sans ticket, «pour (s)e faire exploser». «J'ai renoncé lorsque j'ai stationné le véhicule. J'ai déposé mes trois passagers, puis j'ai redémarré. J'ai roulé au hasard», avait-il alors expliqué aux enquêteurs.

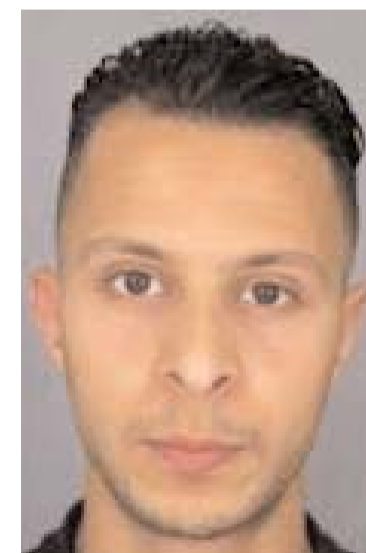
Les enquêteurs se demandent s'il n'était pas plutôt chargé de l'attentat dans le nord de Paris mentionné dans la revendication du groupe jihadiste État islamique (EI) mais qui n'a pas eu lieu.

La justice belge a donné jeudi son feu vert à l'extradition vers la France de ce suspect-clé.

«Sauf circonstance exceptionnelle», il sera transféré en France «dans un délai de dix jours», avait aussitôt assuré le garde des Sceaux, Jean-Jacques Urvoas.

«Il souhaite collaborer avec les autorités françaises», avait assuré un de ses avocats, M^e Cédric Moisse, alors que le seul survivant des commandos qui ont tué 130 personnes dans la capitale française s'était muré dans le silence dès le lendemain de son arrestation à Bruxelles, après s'être initialement exprimé.

Français de Belgique âgé de 26 ans, Salah Abdeslam, petit



caïd radicalisé qui a grandi dans la commune bruxelloise de Molenbeek, semble au cœur du réseau du groupe EI qui a semé la mort à Paris puis Bruxelles.

Selon le procureur de Paris, François Molins, il a «eu un rôle central dans la constitution des commandos du 13 novembre» en participant «à l'arrivée d'un certain nombre de terroristes en Europe», et «dans la préparation logistique de ces attentats».

Son arrestation après plus de quatre mois de cavale semble, selon les enquêteurs, avoir précipité le triple attentat-suicide à l'aéroport et dans le métro de Bruxelles.



Galerie «Sirius»

Mizo Aït Mekideche expose «Un Con Scient»

■ La galerie d'art Sirius expose depuis vendredi des œuvres artistiques du photographe et artiste peintre Hamza Aït Mikideche, dit Mizo. A travers cette exposition, l'artiste tente de faire ressortir une jeune génération, l'âme «baignée dans la noirceur», évoluant dans un «univers meurtri et violent où le chaos résonne dans l'obscurité», explique-t-il.

Par Abila Selles

Une exposition à la croisée des chemins entre la photographie d'art, la photographie de mode et la peinture, intitulée «Un Con Scient», a été inaugurée vendredi à Alger par le photographe et artiste peintre Hamza Aït Mekideche, dit Mizo.

Lors du vernissage de cette exposition à la galerie «Sirius», à Alger-centre, Mizo a dévoilé une collection de six œuvres grand

format empreintes de noir et d'obscurité véhiculant d'intenses émotions par des portraits collectifs de mannequins retouchés par une palette de noir et de brillant.

Dans ce nouveau concept, plus orienté vers la photographie de mode, l'artiste tente de faire ressortir une jeune génération, l'âme «baignée dans la noirceur», évoluant dans un «univers meurtri et violent où le chaos résonne dans l'obscurité».

Les modèles exposés ont



Ph. DR

tous un bandeau ou une forme noire, appliquée par le peintre, cachant leurs regards, pour laisser les émotions et les énergies s'exprimer par le corps. Comme pour exprimer le

désir de «conquérir» d'autres cieux ou pour confronter le visiteur à une génération «rejetée par sa propre terre» l'artiste met en scène des modèles, regards masqués et passeports à la main, évoquant le drame des réfugiés et des populations déplacées par la guerre dans plusieurs régions du monde.

Les modèles retouchés avec toujours autant de noir et de brillance, s'approchant presque des tatouages guerriers, semblent renfermer une énergie sans limite et une volonté conquérante insatiable.

L'œuvre de Mizo, qui sert le concept avec exactitude et sans superflu, évoque également chez le visiteur une génération «marginale et insatisfaite» animée d'une énergie sans limite et d'une «volonté de s'imposer» dans un univers de fiction très proche du monde de la mode et du cinéma.

Photographe de mode et artiste peintre, Hamza Aït Mekideche avait habitué le public à son travail pictural à travers lequel il exprime ses concepts et ses idées à la frontière entre la fiction et la réalité.

En 2013 il avait, en six portraits également, cerné les raisons de la disparition du hayek du paysage vestimentaire dans une exposition intitulée «Il était une fois, hayek d'antan».

A.S

Tizi-Ouzou

Hommage rendu à l'écrivain Chabane Ouahioune

Le village de Tassaft Ouguemoune, de la commune d'Iboudrarene (40 km au sud-est de Tizi Ouzou), a rendu hommage vendredi à l'écrivain Chabane Ouahioune, natif du village. Cet hommage à «Da Chaavane» comme l'appellent tendrement les habitants de Tassaft qui lui vouent un profond respect, abrité par la cantine scolaire du village, se veut «un geste de reconnaissance à cet écrivain romancier, et chroniqueur, aujourd'hui âgé de 94 ans, pour sa contribution à l'enrichissement de la littérature algérienne», ont indiqué les organisateurs.

Amour M'hamed président du comité de village de Tassaft Ouguemoune et Halouane

Hassane ont témoigné de l'amour du village et de la patrie dans l'œuvre de cet écrivain qui a côtoyé un autre repère de la littérature algérienne, Mouloud Mammeri.

Cette initiative, du comité de village de Tassaft, vise à rétablir cette figure de la littérature algérienne qui a écrit huit romans, notamment «La maison au bout des champs», qui raconte son village Tassaft durant la période coloniale, «Tiferzizouith ou le parfum de la mélisse», un hymne au Djurdjura, «Parmi les collines invaincues», «Ce mal des siècles», «Itinéraires brûlants», et «L'aigle du rocher», son dernier roman écrit à 89 ans.

Né le 22 avril 1922 à Tassaft Ouguemoune, Chabane Ouahioune, avocat de formation a été profondément marqué par la Seconde Guerre mondiale durant laquelle il a été réquisitionné de force comme beaucoup de jeunes algériens, par l'armée coloniale.

Son premier contact avec l'écriture romanesque remonte à l'année 1946 lorsqu'il rencontre Mouloud Mammeri. Da Chaavane sera par la suite lecteur correcteur aux Editions de la Société nationale d'édition et de diffusion (SNED). Il est à noter que l'écrivain Chabane Ouahioune, n'a pas assisté à cet hommage, étant alité. L.B.

Journées du court-métrage et du documentaire à Mostaganem

Mehdi Labidi et Mohamed Zaoui lauréats

Le film documentaire «Akher Kalem» (les dernières paroles) du réalisateur Mohamed Zaoui et le court-métrage «Point de fuite» de Mehdi Labidi ont remporté le premier prix des 3^{es} Journées de court-métrage et du film documentaire qui a pris fin à la maison de la culture Ould Abderrahmane-Kaki de Mostaganem.

Les films documentaires «Khoutout Errouh» du réalisateur Réda Lghouati et «Khelini n'lewen Bladi» de Aissa Djouamaa ont respectivement remporté les deuxième et troisième places.

Dans leur catégorie, les courts-métrages «Désolé» de Abderrahmane Harrat et «Papillon» de Kamel Laïche ont respectivement décroché les deuxième et troisième places.

Le prix du jury, qui a été présidé par le réalisateur Bachir derrais, est revenu au court-métrage «La honte» du réalisateur Khaled Bounab.

La famille du réalisateur Bekhti Benamar a été honorée lors de la soirée de clôture à laquelle ont pris part les autorités locales, des réalisateurs ainsi que des acteurs à l'ins-

tar de Djamilia Arras, de Reda Lghouati et Hassan Kachacha.

Dix-sept courts-métrages et 10 films documentaires (3 hors compétition) et cinq longs métrages étaient en lice dans le cadre de cette édition qui a duré cinq jours.

En marge de cette manifestation, des ateliers de formation sur la réalisation et le montage vidéo ont été organisés au profit d'une trentaine de stagiaires. Des conférences sur l'histoire du cinéma algérien ont également été animées. F.H.

Galerie «Ezzou'art»

Les artistes appelés à participer à l'exposition «hors normes»

La galerie «Ezzou'art» prépare une série d'exposition de sculptures et d'installations plastiques dans le puits de lumière du centre. L'appel est ouvert aux étudiants des beaux-arts et à tous les artistes algériens jusqu'au 08 mai 2016.

La série d'exposition aura pour thème «hors normes» et sera exposée durant trois semaines : le concept est de remplacer les supports suspendus imprimé dans le puits de lumière par des œuvres réalisées par des jeunes talents. A retenir une seule condition, le matériel utilisé doit être léger.

Les artistes souhaitant participer au concours sont priés de faire parvenir :

- Un CV plus portfolio
 - Cinq photographies de vos créations ou œuvres pour l'exposition (les photos doivent être accompagnées du titre, de la technique, des dimensions...)
 - Une démarche artistique ou une explication du projet
- A faire parvenir par email à l'adresse suivante :
 galerie@babezzouar-dz.com
 marketing@babezzouar-dz.com
 Pour plus de renseignements contacter-nous au :
 Tél : 07 70 14 14 05
 Facebook : Ezzou'art galerie

RENDEZ-VOUS CULTURELS

- Galerie Sirius**
Jusqu'au 20 avril : Exposition «Un con Scient» de l'artiste photographe Mizo Dar Abdellatif
- Jusqu'au 14 avril :** Exposition de Anissa Berkane intitulée «Le Dikhr Pictural»
- Galerie Aïcha-Haddad**
Jusqu'au 09 avril : Exposition de l'artiste peintre, Souad Si - Abderrahmane
- Salle Ibn Khaldoun**
Du 3 au 14 avril
En plus de Batman V Superman, et après la projection de «Zootopie», c'est au tour de «Kung-fu Panda 3» d'être projeté à Alger.
- Salle El Mouggar**
Jusqu'au 27 avril : Projection du long métrage de fiction Le patio à raison de trois séances par jour : 14h00, 17h00 et 20h
- Auditorium de la Radio Algérienne «Aïssa Messaoudi»**
6 avril : Le groupe trio de Gustav Lundgren se produira sur scène à Alger
- Maison de la culture de Sétif**
15 avril : Projection du long-métrage ahia Ya Didou de Mohamed Zinet
- Ecole régionale des beaux-arts**
Jusqu'au 16 avril : Soirées et récitals poétiques
- Librairie El Idjtihad (rue Arezki-Hamani, Alger)**
Jusqu'au 18 avril : Exposition-vente de peinture de Morad Foughali.

Coup-franc direct

Un niveau et des interrogations

Par Mahfoud M.

Alors qu'il était supposé être un choc très relevé entre deux formations qui se devaient de jouer les premiers rôles du championnat de Ligue 1, le derby algérois entre le Mouloudia d'Alger et le Nasr d'Hussein-Dey n'a pas tenu toutes ses promesses. Pire, le niveau était tout simplement faible, alors que tous les ingrédients étaient présents pour réussir un match plus au moins plaisant. Il faut dire que le joueur local n'est plus ce qu'il était et on n'assiste pas à des rencontres disputées comme ce fut le cas dans le passé où ce genre de rencontres connaissait un grand engouement et un spectacle des plus plaisants sur le terrain. Des interrogations planent sur le pourquoi de cette régression brusque du niveau du football local qui n'est plus ce qu'il était, sachant que les joueurs n'ont plus cette même volonté de faire de leur mieux sur le terrain. Les différents sélectionneurs qui se sont succédé à la tête de la sélection nationale ont-ils donc raison de ne pas faire confiance aux joueurs locaux et de puiser dans le contingent des joueurs binationaux évoluant dans les formations d'outre-mer ? Il semblerait que si, en regardant le niveau que nous offrent ces joueurs qui font plutôt dans le pousse-ballon et ne nous gratifient pas d'un niveau plus au moins acceptable.

M. M.

Ligue 2 Mobilis (25^e journée)

L'O Médéa proche de l'accession

L'O MÉDÉA, vainqueur de l'USM Bel-Abbès (2-0) vendredi dans le choc de la 25^e journée du championnat de Ligue 2 Mobilis, n'est plus qu'à deux points d'une accession historique en Ligue 1, alors qu'au même moment, son poursuivant direct, le CA Batna est tombé à Saida face au Mouloudia (1-0). Leader incontesté de la Ligue 2, l'OM a dominé le troisième du classement, l'USMBA, signant à l'occasion son 15^e succès de la saison grâce à deux réalisations d'Hamia (17' sp) et d'Addadi (40').

À la faveur de ce succès, les hommes de Slimani portent à cinq longueurs leur avance sur leur dauphin le CA Batna, qui est revenu bredouille de son déplacement à Saida. Un but de Douari (45'+1) a mis un coup d'arrêt à la belle série des protégés de Rachid Bouarata. L'USM Bel-Abbès reste pour sa part bloquée à la troisième place, à 9 points du premier après sa défaite de vendredi.

Une nouvelle contre-performance des coéquipiers de Djediat qui n'ont plus connu la victoire depuis quatre journées et qui ont visiblement la tête à la prochaine demi-finale de Coupe d'Algérie face au NA Hussein Dey.

De son côté, le Paradou AC qui restait sur un nul à domicile face à l'A Boussaâda (1-1) a été défait par le MC El Eulma, dirigé par l'ancien entraîneur de... Paradou, Kamel Bouhelal.

Un but de Noubli (26') a permis au MCEE de renouer avec la victoire et surtout de remonter au milieu du tableau. En revanche, le PAC reste scotché à la quatriè-

me position, à cinq unités du podium. L'ASO Chlef (5^e) est revenue avec le point du match nul de son déplacement au Khroub devant l'ASK (1-1). La rencontre s'est débloquée dans les ultimes minutes, Boutaiba (90'+1) répondant au but des locaux inscrit par Dib (87'). Dans le bas du classement, les affaires de l'USMM Hadjout et de l'ABS ne s'arrangent guère après leurs défaites à domicile devant respectivement la JSM Skikda (1-2) et l'US Chaouia (0-1). En revanche, la JSM Béjaïa a arraché dans le temps additionnel un précieux nul chez le CA Bordj Bou-Arreridj (2-2).

RÉSULTATS ET CLASSEMENT

| | |
|------------|-----|
| OMA-CRBAF | 0-1 |
| OM-USMBA | 2-0 |
| MCS-CAB | 1-0 |
| CABBA-JSMB | 2-2 |
| ASK-ASO | 1-1 |
| ABS-USC | 0-1 |
| MCEE-PAC | 1-0 |
| USMMH-JSMS | 1-2 |

| | Pts | J |
|-------------------|-----|----|
| 1). O. Médéa | 50 | 25 |
| 2). CA Batna | 45 | 25 |
| 3). USMBA | 41 | 25 |
| 4). Paradou AC | 36 | 25 |
| 5). ASO Chlef | 35 | 25 |
| -). JSM Skikda | 35 | 25 |
| 7). MC Saïda | 34 | 25 |
| 8). CRBAF | 32 | 25 |
| 9). US Chaouia | 31 | 25 |
| -). MC El Eulma | 31 | 25 |
| -). CABB Arreridj | 31 | 25 |
| 12). OM Arzew | 30 | 25 |
| -). JSM Béjaïa | 30 | 25 |
| 14). AS Khroub | 29 | 25 |
| 15). A. Boussaâda | 25 | 25 |
| 16). USMMH | 19 | 25 |

Ligue 1 Mobilis (24^e journée) Le DRB Tadjenanet nouveau dauphin

■ Le DRB Tadjenanet, qui a difficilement battu la formation du RC Arbaâ (2-1), a pris provisoirement la seconde place du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, à 14 unités du leader USM Alger, atomisé par le RC Relizane (3-0) vendredi après-midi en ouverture de la 24^e journée.



Les gars du DRBT décidés à terminer en force

Par Mahfoud M.

Un doublé de Chibane en première période a permis au promu DRBT de se hisser à la deuxième position avec 37 points, confirmant ainsi l'excellente saison des hommes de Liamine Bougherara. L'autre grand bénéficiaire de la journée est incontestablement le RC Relizane qui a infligé au leader incontesté du championnat une sévère correction (3-0) grâce à un doublé de Tiaïba (40', 70' sur penalty) et un but de Manucho (54'). Un retentissant exploit des partenaires de Zidane qui se relancent dans la course au

maintien. Les gars de Relizane croient dur comme fer en la possibilité de se maintenir en Ligue 1 puisqu'ils rejoignent provisoirement l'USM Blida à la 13^e place, à une longueur seulement du premier non reléguable, le CS Constantine. Quant à l'USM Alger de Miloud Hamdi qui a essuyé sa troisième défaite de la saison, elle reste malgré tout confortablement installée à la première place avec 14 points d'avance même si les fans des Rouge et Noir n'accepteront pas aussi facilement ce revers. Le troisième match au programme de vendredi entre le MC Alger et le NA Hussein-dey, disputé

devant quelque 15 000 spectateurs au stade 5-Juillet n'a pas tenu ses promesses et s'est soldé par un score de parité (0-0). Les Sang et Or sont cinquièmes avec 33 points, à deux unités du podium et le MC Alger est à la sixième place (32 pts). Les deux formations ont plus la tête à la Coupe d'Algérie de football, étant donné qu'elles sont qualifiées aux demi-finales et sont pressenties pour une éventuelle qualification en finale, d'autant plus qu'elles recevront, toutes deux, à domicile à Alger.

M. M.

Equipe nationale

Lippi parle de contacts avec la FAF

L'entraîneur italien, Marcelo Lippi, a indiqué vendredi avoir été contacté par la Fédération algérienne de football (FAF) pour prendre les destinées de la sélection nationale en remplacement du Français Christian Gourcuff qui a de nouveau émis le vœu de résilier son contrat avec la FAF. «Il y a 15 jours, j'ai été contacté par la FAF. J'ai tout de suite pris attache avec Zineddine Zidane pour lui demander conseil, et il m'a encouragé à vivre une expérience avec la sélection algérienne», a déclaré Lippi au *Corriere dello Sport*, cité par la Chaîne III de la Radio algérienne. Lippi entretient d'excellents rapports avec Zidane, l'actuel entraîneur fran-

çais d'origine algérienne du Real Madrid (Liga espagnole), depuis qu'il l'a coaché en Italie, à la Juventus précisément. Le champion du monde avec l'Italie en 2006 a estimé, en outre, qu'il ne devrait pas trouver des difficultés d'adaptation s'il venait à s'engager avec l'Algérie, vu «la mentalité méditerranéenne» des Algériens qui a beaucoup de points communs avec celle des Italiens, selon ses dires, ajoutant qu'il ambitionnait de «participer avec les Verts au prochain

Mondial». Lippi (67 ans) a eu une seule expérience en dehors de l'Italie lorsqu'il a dirigé le club chinois de Guangzhou Evergrande entre 2012 et 2014. Il est inactif depuis qu'il a quitté cette équipe. La presse italienne parle de lui aussi pour occuper le poste de directeur technique national (DTN) de l'Italie qui devrait perdre son entraîneur Antonio Conte, pressenti à Chelsea, à l'issue de l'Euro-2016.

Eliminatoires CAN-2017 (U20) Algérie

Korichi : «Nos jeunes veulent refaire le coup des U23»

LE DIRECTEUR technique national (DTN), Toufik Korichi, s'est dit «optimiste» quant aux chances de la sélection algérienne de football des moins de 20 ans (U20) de passer l'écueil de son homologue mauritanienne dans le cadre du premier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique (CAN-2017) de la catégorie, dont le match aller aura lieu dimanche au stade Omar-Hamadi à Alger (16h00). «Si nous nous sommes engagés pour disputer ces éliminatoires c'est pour nous qualifier à la phase finale. Nos jeunes espèrent rééditer l'exploit de la sélection des moins de 23 ans qui a terminé à la deuxième place lors de la précédente CAN de cette catégorie», a déclaré Korichi. «Nous avons confiance en cette équipe qui prépare le rendez-vous depuis plus d'une année. J'estime que nous avons les capacités pour passer l'écueil des Mauritanais, même si la mission ne sera pas facile», a ajouté Korichi. Le DTN a mis en exergue les conditions de travail qui «n'ont rien à envier à celles des sélections européennes» que la Fédération algérienne de football (FAF) a mis au profit de cette équipe nationale juniors. Korichi garde un mauvais souvenir de la Mauritanie.

JO-2016 /Tournoi «Afrique-Océanie» de lutte

Adem Boudjemline et Hamza Haloui iront à Rio

LES LUTTEUR algériens, Adem Boudjemline (85 kg) et Hamza Haloui (98 kg), ont composé leur billet pour les JO-2016, vendredi à l'issue des finales de la lutte gréco-romaine, comptant pour le tournoi pré-olympique «Afrique-Océanie», organisé du 1^{er} au 3 avril à la Coupole du Complexe Mohamed-Boudiaf (Alger). Adem Boudjemline a été battu en finale par l'Egyptien Ahmed Mohamed

Ibrahim Othman Saad (4-3), dans un duel de titans qui a tenu toutes ses promesses au vu du niveau dont jouit chacun des deux athlètes. Champion d'Afrique en titre, Adem Boudjemline a composé son billet pour les Jeux Olympiques de Rio 2016, puisque les deux finalistes obtiendront leur ticket pour les olympiades. En quarts de finale, l'Algérien n'a trouvé aucune difficulté pour se débar-

asser de son adversaire des Samoa, Nathaniel Tuifao (10-0). En demi-finales, Boudjemline a continué ses exploits en allant battre le Marocain Khalid Sahli (8-0), dans un combat à sens unique où l'Algérien a montré toute sa technique sur le tatami. De son côté, Hamza Haloui a remporté son dernier combat pour la deuxième place, en battant le Marocain Choukri Atafi (4-0).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejournalalgerie.com>

Sciences

Découverte d'un immense océan sous la surface de la Terre

DES CHERCHEURS ont découvert un immense océan souterrain qui s'est formé il y a 2,7 milliards d'années, rapporte une étude publiée par la revue scientifique «Nature». «Situé entre 410 et 660 kilomètres de profondeur, ce réservoir d'eau contient l'équivalent de trois fois le volume de tous les océans de la planète», expliquent des chercheurs russes, français et allemands. L'océan souterrain s'est formé sous l'effet de hautes pressions et de températures élevées (1530°C). Après avoir analysé des échantillons de lave pétrifiée, les chercheurs ont conclu qu'il s'agissait d'un réservoir

ayant une structure cristalline minérale. Découverts sur le territoire du Canada, les minéraux étudiés représentent des coulées de komatiite prisonnières de certaines roches rares, dont l'olivine. L'analyse des échantillons a permis d'évaluer les quantités d'eau se trouvant sous la surface de la Terre. Les chercheurs soupçonnaient depuis longtemps l'existence d'un océan souterrain, mais ils en ignoraient la taille. Tout porte à croire que cet immense réservoir d'eau est apparu aux étapes initiales du développement de notre planète.

R. C.

Biskra

Incendie dans une station électrique de haute tension

UN INCENDIE s'est déclaré samedi dans une station électrique de haute tension à Biskra, provoquant une coupure «partielle» à travers la région nord de la wilaya, a-t-on appris de source concordante. L'incident est survenu au niveau de la station électrique localisée au nord de la wilaya, a précisé le chargé de la communication des services de

la Protection civile, le commandant Omar Slatnia. Selon la même source, un transformateur de haute tension (220 kv) a été complètement détruit. Les éléments de la Protection civile sont intervenus aussitôt en mobilisant quatre véhicules anti-incendie pour éteindre le feu, a-t-on conclu.

Yanis F.

Tizi Ouzou

La gendarmerie dresse son bilan trimestriel

DURANT LES trois premiers mois de l'année 2016, les éléments de la Gendarmerie nationale ont traité 386 affaires liées à la criminalité dans la wilaya de Tizi-Ouzou, a indiqué, hier, le groupement local de ce corps de sécurité dans un communiqué. Les atteintes à des biens et à des personnes se taillent la part du lion de ces affaires qui sont respectivement au nombre de 233 et 157, selon les précisions fournies par la même source. Le traitement de ces affaires a amené les gendarmes à interpellé 80 mis en cause. Durant la même période de réfé-

rence, les gendarmes ont éliminé 8 affaires de vente illicite de boissons alcoolisées en arrêtant 14 personnes qui s'adonnaient à cette pratique aux abords des routes causant des accidents et en saisissant 8 130 bouteilles de différentes marques. Les mêmes services ont traité deux affaires liées à l'extraction illicite du sable en interpellant deux personnes. S'agissant des accidents de la route, la même source fait état de 65 drames routiers causant le décès de 15 personnes et des blessures à 111 autres.

Hamid M.

Bilan de la police de l'urbanisme en 2015 à Béjaïa

56 démolitions de bâtisses illicites enregistrées

LE BILAN de la brigade de l'urbanisme et de la protection de l'environnement de la sûreté de wilaya en 2015 fait état de 203 affaires d'extension de travaux sans permis de construire dans la commune de Béjaïa, 56 opérations de démolition de bâtisses par arrêtés municipaux, 98 affaires d'obstruction de la voie publique par les ordures, 17 affaires de non-respect des règles d'hygiène, de santé et atteinte à la quiétude publique. Aussi, il a été enregistré durant la même période 12 affaires de dépôt d'ordures dans des espaces verts et en dehors des décharges publiques et lieux réservés à ce effet. En outre, la PUPE fait état de 203 avertisse-

ments d'arrêt de travaux notifiés, 25 affaires d'exercice d'activités commerciales sans inscription au registre du commerce et 25 autres utilisations de la force publique, etc. Par ailleurs, 1 652 couvertures d'activités sportives, événements culturels, etc. ont été effectuées durant l'année 2015 en sus de 330 sorties effectuées dans le cadre de la protection de l'urbanisme et de l'environnement. En outre, la sûreté de wilaya a organisé en coordination avec la direction de la santé une campagne de collecte de don de sang qui a touché tous les commissariats et structures relevant de la police au niveau de la wilaya sous le thème «Sauver une vie est notre

préoccupation». Cette campagne qui a duré trois jours (du 29 au 31 mars) est chapeautée par le personnel médical de la direction générale de la Sûreté nationale. Cette campagne s'est soldée par la collecte d'un bon nombre de poches de sang, ce qui va permettre de contribuer à «sauver le maximum de vies». Il s'agit aussi de «confirmer les valeurs de solidarité du corps de la police envers le citoyen et son soutien aux malades durant les moments difficiles», souligne la cellule de communication de la sûreté de wilaya. La sûreté de wilaya a organisé aussi à l'occasion des vacances de printemps des portes ouvertes au niveau du théâtre régional de Béjaïa

(TRB). Une activité au cours de laquelle la sûreté de wilaya a exposé des photos, statistiques liées aux activités et les équipements utilisés par la police. «Il s'agissait de sensibiliser les citoyens surtout la catégorie des jeunes aux différents dangers et fléaux sociaux dont la drogue, la débauche, les accidents de la route, la conduite en état d'ivresse, la violence, etc.», souligne-t-on. Une campagne de plantation d'arbres a été réalisée aussi jeudi dernier par les différents services de la police, notamment celle de la protection de l'urbanisme et de la protection de l'environnement au niveau de la cité des 100 logements de la police.

H. Cherfa

L'ALGERIEN VOIT SON AVENIR TRÈS SOMBRE



Djalou@hotmail.com

Coups de routes à Béjaïa

Des transporteurs de plusieurs communes réagissent

■ Après de nombreuses actions de coupures de routes (RN 75, CW 185...) par des citoyens à Barbacha, Amizour, (Merdj Ouamane) Feraoune, etc... au courant de la semaine passée, les transporteurs de ces municipalités ont observé des débrayages simultanés contre ces actions.

Par Hocine C.

DES citoyens (voyageurs) avaient dressé des barrages filtrant les transporteurs, les empêchant par ailleurs de passer, en réaction aux augmentations du tarif de transport. Les transporteurs ont refusé de se plier en dépit de la pression exercée sur eux par des citoyens, décidant de maintenir les nouvelles majorations du tic-

ket de transport qui, selon eux, sont «indispensables pour la survie de leur activité vu les charges et la hausse du carburant auxquelles ils sont confrontés». Les transporteurs privés de voyageurs ont dénoncé aussi les coupures de routes, les assimilant à du «lynchage». Pour rappel, la RN 75 et d'autres chemins avaient été coupés de nombreuses fois par des villageois de Merdj Ouamane, Amaâradh, etc... Et au cours de ces actions,

les transporteurs ont été interdits de passage. Les villageois dénoncent, à travers leurs actions, «la surenchère dans les prix et le non-respect de l'arrêté du 15 février 2016».

H. C.

Trafic de psychotropes Un réseau de neuf personnes démantelé

LES ÉLÉMENTS de la brigade de recherche et d'investigation de la sûreté de wilaya ont démantelé, à l'issue d'une souricière, un réseau de trafic de psychotropes activant à Sidi Ahmed dans la ville de Béjaïa la fin de la semaine passée, a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Ce réseau est composé de 9 individus âgés entre 23 et 42 ans, ayant des antécédents judiciaires et résidant à Béjaïa. Les policiers ont découvert chez les individus 721 cachets de psychotropes. «Les prévenus ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui a confié l'affaire au juge instructeur qui a placé quatre en détention provisoire et le reste sous contrôle judiciaire», ajoute la même source.

H. C.